



## **Système d'organisation et de gestion socio-économique des ménages ruraux en Province Orientale, RD Congo**

Jean-Denis Likwandjandja Mupira, Rosette Ibofa Modiri et Charlotte Benneker



**Système d'organisation et de gestion  
socio-économique des ménages ruraux en  
Province Orientale, RD Congo**

Jean-Denis Likwandjandja Mupira, Rosette Ibofa Modiri et  
Charlotte Benneker

2015



La responsabilité du contenu de cette publication incombe uniquement à ses auteurs et qu'elle ne pourra en aucune circonstance être considérée comme l'expression ou l'opinion propre de Tropenbos International RD Congo.

Publié par : Tropenbos International RD Congo  
Droits d'auteurs : © 2015 Tropenbos International RD Congo  
Citation : Likwandjandja J-D., Ibofa R. et Benneker C. (2015). *Système d'organisation et de gestion socio-économique des ménages ruraux en Province Orientale, RD Congo*. Kisangani Tropenbos International RD Congo.

Mise en page : Joseph Bolongo Bekondi, TBI RD Congo

Tropenbos International RD Congo  
Avenue des Erables 32  
Commune Makiso, Kisangani, RD Congo  
Tél. : +243 (0) 81 27 28 628 / (0) 85 35 75 318  
Email : [tropenbos.drc@gmail.com](mailto:tropenbos.drc@gmail.com)

[www.tropenbos.org](http://www.tropenbos.org)

# Table des matières

<b>RESUME .....</b>	<b>v</b>
<b>ABSTRACT .....</b>	<b>vi</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
0.1. Contexte et état de la question.....	1
0.1.1. Question principale.....	5
0.1.2. Questions secondaires .....	5
0.2. Hypothèses .....	6
0.3. Objectifs.....	7
0.3.1. Objectif général.....	7
0.3.2. Objectifs spécifiques .....	7
<b>Premier Chapitre : Cadre methodologique .....</b>	<b>9</b>
1.1. Méthode et techniques .....	9
1.2. Milieu d'étude et échantillonnage.....	10
1.3. Difficultés rencontrées.....	13
<b>Deuxième Chapitre : Présentation et interprétation des résultats .....</b>	<b>15</b>
2.1. Perception de riche par les ménages ruraux.....	16
2.2. Revenus des ménages .....	18
2.3. Dépenses des ménages .....	20
2.4. Épargne .....	21
2.5. Perception du développement .....	23
<b>Troisième chapitre : Discussion générale des résultats .....</b>	<b>25</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>31</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>I</b>

## Crédits photos

- Couverture : (1) Insertion d'un billet de banque dans une tirelire, Mugwamboli/Kisangani; (2) Association des agriculteurs (68 Km route Opala), Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.1 : Association des maman Kimbanguiste, Yakoko, territoire d'Opala, Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.4 : Exploitant artisanal, Yahisuli, territoire d'Isangi, Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.8 : Retour du champ, territoire d'Aketi, Province Orientale RD Congo, J. Bolongo.
- P.9 : Entretien avec les chefs de ménages, 15 Km route Ubundu, Province Orientale RD Congo, R. Ibofa.
- P.10 : Entretien avec une ménagère, Babusoko (route Ubundu), Province Orientale RD Congo, J-D. Likwandjandja.
- P.14 : Vente de charbon de bois, territoire d'Isangi, Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.15 : Tissage, Yahisuli, territoire d'Isangi, Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.16 : Ecole primaire, Yalokombe (52 Km route Yangambi) Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.17 : Association des agriculteurs (68 Km route Opala), Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.22 : une tirelire, Mugwamboli/Kisangani, RD congo, J. Bolongo.
- P.24 : Marché Jaloux-Jaloux/Kisangani, Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.25 : Une case en étage, Pumuzika/Alibuku/Kisangani, Province Orientale RD Congo, J-D. Likwandjandja.
- P.27 : Marché à Yatolema, territoire d'Opala, Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.28 : Champ de riz à Yangambi, Province Orientale RD Congo, J Bolongo.
- P.29 : Une habitation, Kayete (65 km route Lubutu), Province Orientale RD Congo, J-D. Likwandjandja.
- P.31 : Potières (marché Lisaliko), territoire d'Isangi, Province Orientale RD Congo, J Bolongo.

## RESUME

Une des principales raisons du faible niveau de développement des espaces ruraux est que le modèle de développement préconisé - c'est-à-dire la politique publique - pour le monde rural, conçu et mis en œuvre par les acteurs dirigeants est quasiment inadapté aux besoins des populations et zones rurales, voire absent, cette situation commande une refondation de la stratégie à mettre en œuvre, pour le développement rural, qui replacerait les acteurs du monde rural (populations, associations, institutions...) à la base de la détermination des besoins, de la conception, de la hiérarchisation et de la mise en œuvre des projets de développement socio-économiques.

La présente étude sur le « Système d'organisation et de gestion socio-économique des ménages ruraux en Province orientale, RD Congo » s'est préoccupée essentiellement d'identifier les systèmes d'organisation et de gestion des revenus de ménages ruraux dans leur diversité afin d'en évaluer la pertinence et la signification par rapport à la perception générale ou dominante de milieux urbains servant de référence dans les processus de la vie moderne.

A la suite de 45 séances de travail du terrain sur les axes Kisangani-Ubundu, Ituri et Yangambi, il est ressorti de la perception des ruraux qu'un riche est celui qui se prend en charge, y compris son ménage (100% de l'ensemble enquêtés). Cette prise en charge se réalise d'une part grâce aux revenus – communément appelés «grands montants» compris entre 500 et 1000 \$ USD - issus de la vente de pieds d'arbres, des champs réalisés grâce à la tontine (première récolte), de l'élevage et de la ristourne, de la vente de bois et de l'épargne (89 % de l'ensemble des enquêtés). D'autre part, grâce aux revenus - appelés 'petits montants' compris entre 10 et 20 \$ USD - provenant de la vente des produits agricoles et petit commerce, de la main-d'œuvre, du pouvoir coutumier, des assistances sociales (78 % de l'ensemble des enquêtés). Donc, il s'est révélé que les ménages ruraux ont une organisation de base – bien que faible – pour l'affectation, la redistribution et l'investissement de leurs revenus, laquelle organisation constitue un référentiel important pour élaborer des politiques publiques du développement rural durable.



# ABSTRACT

One of the main reasons for the low level of development of rural areas would be that the development model advocated - i.e. public policy - for the rural world, designed and implemented leadership actors is almost inadequate to the needs of the populations and rural areas, or even absent. This command situation a refounding of the strategy to be implemented, for rural development, which vet the actors of the rural world (people, associations, institutions, etc.) at the base of the determination of the needs of the design, prioritization and implementation of socio-economic development projects.

The study on the “system of organization and socio-economic management of rural households in Eastern Province, Dr Congo” concerned essentially identify systems organization and management of the income of rural households in their diversity in order to assess the relevance/significance compared to the general perception or dominant for urban used reference in the process of modern life.

At the end of 45 meetings of the fieldwork on the Kisangani-Ubundu, Ituri and Yangambi axes, it emerged from the perception of the holidays that a rich is that is supports, including her household (100% of all respondents). This support is realized on the one hand with income - commonly referred to as ‘large amounts’ between 500 and \$1000 USD - from the sale of feet of trees, fields realized the tontine (first harvest), livestock and the rebate from the sale of wood and savings (89% of all respondents). On the other hand, thanks to the revenue - known as ‘small amounts’ between 10 and \$20 USD - from the sale of agricultural products and small commerce, labour, customary power, social assistance (78% of all respondents).

Therefore, it is revealed that rural households have a grassroots organization - although low - for the assignment, redistribution and investment of their income, which is a repository of important public policy of sustainable rural development.



## INTRODUCTION

### 0.1. Contexte et état de la question

De manière générale, les milieux ruraux sont souvent défavorisés en comparaison aux milieux urbains. Les plus grandes disparités sont certainement au niveau des services, mais il existe également dans certains milieux, d'importantes disparités socioéconomiques (Landry, 2007), sans parler de celles relatives à la perception du développement. Ces disparités peuvent avoir plusieurs causes dont principalement l'analyse de l'influence des valeurs culturelles et de leur dynamique sur le fonctionnement des structures rurales.

Il existe des opinions, comme le démontrent certaines études (Hochet, 1995), qui considèrent que le milieu rural n'est pas un milieu organisé et qu'il faut donc y remédier. Ce souci d'organiser celui-ci correspond au souci louable de pouvoir l'autonomiser ; malheureusement il part d'un faux postulat, à savoir que le milieu rural ne possède pas d'organisation propre, apte à programmer son développement. Et on s'empresse donc de l'organiser de l'extérieur. Ce fameux postulat semble ignorer que les considérations anthropologiques et sociologiques contraignent naturellement à prendre en compte les modes existants d'organisation des milieux ruraux avant un quelconque recours extérieur.



Il existe aussi d'autres opinions qui soulignent les contraintes économiques et les limites de l'action étatique : finie l'époque où l'extension du secteur public se faisait au gré de l'identification de nouveaux besoins et où l'intervention sociale avait principalement lieu dans les institutions publiques. L'organisation communautaire, le travail social et, plus largement, le développement social ou communautaire font face aujourd'hui à de nombreux défis suscités par une conjoncture où altèrent dépression économique prolongée et progrès économique (gains de productivité) sans progression correspondante de l'emploi et de la redistribution étatique (Favreau & Levesque, 1999).

Quand nous parlons de l'organisation communautaire, nous faisons allusion à l'insertion sociale des communautés locales, par différentes méthodes, à s'engager dans une action collective planifiée dans le but de s'attaquer à des problèmes sociaux en s'en remettant à un système de valeurs démocratiques. La préoccupation ici touche des programmes visant des changements, sur base de l'utilisation des revenus communautaires, en relation directe avec des conditions de l'environnement et des institutions sociales.

Ainsi, de façon plus précise encore, il faut définir l'organisation communautaire comme une intervention sociale dont le but arrêté est de susciter l'organisation et la mobilisation de communautés locales en vue de leur assurer plus de force et de pouvoir social (*empowerment*). En règle générale, il s'agit à la fois d'une démarche de participation volontaire (mettant à contribution l'engagement social des leaders de communautés concernées) et d'une démarche de participation suscitée ou provoquée (mettant à contribution des intervenants professionnels ou semi-professionnels engagés par ces communautés pour favoriser une meilleure organisation de celles-ci).

Comme le théorisent Louis Favreau et Benoît Levesque, l'organisation communautaire se caractérise par les indicateurs suivants :

- Elle agit au sein des communautés locales d'abord comme un *bottom-up process* (traduit littéralement, une approche par en bas, par opposition au *top-down approach*, approche par en haut à partir des politiques sociales d'un Etat) ;
- Elle mise sur le potentiel de changement social des communautés locales à partir de l'identification de

besoins ou de problèmes suscitant des tensions dans ces communautés ;

- Elle possède une visée de transformation sociale et de démocratisation permanente ;
- Elle se préoccupe principalement d'organiser de nouveaux pouvoirs et services au sein de ces communautés locales ;
- Elle se démarque de la pratique traditionnelle d'aide sociale (les organismes de charité), c'est-à-dire qu'elle met l'accent sur les forces, talents et habiletés des gens, et non pas sur leurs insuffisances.

L'organisation communautaire se développe donc autour d'un certain nombre de valeurs et d'une pensée sociale qui lui est propre. En effet, ses tout premiers référents sont les classes populaires, la justice sociale, la création de nouveaux pouvoirs dans les communautés locales (*grassroots democracy*), l'éducation populaire, l'action politique, etc.

Pour en arriver à réaliser ces objectifs, l'organisation communautaire, comme tout mode d'intervention, doit être comprise sous un double registre :

- Une croyance dans la capacité de changement des communautés locales, dans la capacité qu'ont les communautés locales de devenir des actrices de changement ;
- Un savoir-faire fait d'animation des communautés, d'organisation et de négociation, d'information et de formation de leaders communautaires, de planification de projets, de coordination et de concertation entre différentes composantes d'un milieu... Ce savoir-faire se déploie au moyen de diverses stratégies. En organisation communautaire, il est communément admis qu'il existe trois stratégies principales, distinctes, mais complémentaires, à savoir le développement social, l'action sociale et le planning social.

Toujours dans le contexte du développement local viable, Christianne précise qu'elle n'insiste pas sur le rôle de l'État, des institutions parapubliques, des agents économiques dans l'élaboration d'un modèle de ce développement local viable, non pas qu'elle nie leur part de responsabilité, mais plutôt qu'elle cherche davantage à identifier les stratégies émergentes chez les communautés et porteuses, à

son avis, d'un changement en profondeur au niveau de l'exclusion sociale et spatiale et de la polarisation du pouvoir (Gagnon, 1995). Elle formule ainsi ces stratégies en 4 volets, notamment :

- L'affirmation du leadership partenarial des communautés locales ;
- Le soutien collectif d'une économie sociale ;
- L'intégration de la population locale à un processus souple d'évaluation d'impacts ;
- La valorisation d'identité ou du sentiment d'appartenance.

En rapport avec l'économie sociale, les communautés disposent de



plusieurs sources de revenus, dont principalement l'exploitation forestière qui leur procure également quelques avantages. Une grande part des transferts de fonds et d'avantages en nature au profit des populations locales passe par le système du cahier des charges. Ces cahiers contiennent plus ou moins de clauses prévoyant des transferts sociaux ou des réalisations à caractère socio-économique à la charge des exploitants. Les bénéficiaires prévus ne sont

pas seulement les communautés villageoises, mais également parfois les collectivités publiques locales voisines, voire les autorités administratives locales et le service forestier.

En République du Congo, les transferts organisés par les cahiers des charges ont acquis une ampleur particulière (Karsenty et Pierre, 2005). Il n'y existe pas encore de cahiers des charges, mais les transferts informels en argent ou en nature au profit des populations et des autorités locales sont fréquents et négociés au cas par cas.

Certes des débats passionnants sont notés tous les instants de la vie lorsque l'on se trouve devant des questions liées à l'organisation socio-économique des ménages ruraux. La famille fait-elle bon ménage avec l'argent ? Personne n'oserait nier qu'il existe une « économie familiale » comme il en existe de « nationales » et de « régionales » (Journet, 2005). Pourtant, l'introduction sans autre forme de procès des fins et des moyens de l'analyse économique standard dans le cercle des ménages et des liens de parenté ne se fait pas sans un sentiment de malaise. L'obstacle ordinairement

identifié est celui de la nature des rapports qui – sous peine d'échec ou de réprobation – devraient structurer la famille : l'amour, l'affection et la solidarité en sont les principes, le partage et la générosité, les maximes, les dettes incalculables, les conséquences. Cette résurgence obstinée de la querelle entre les « passions » et les « intérêts » n'est pourtant pas, comme le développe Viviana Zelizer [cité par (Journet, 2005)], le fin mot de l'affaire. La question posée par l'observation fine des rapports d'argent entre parents, proches ou intimes est celle de l'importance de ses pouvoirs signifiants. D'où, ce serait par ailleurs imprudent de penser, à tort ou à raison, que le chef de famille ou le chef coutumier s'accapare tous les revenus sans que d'autres acteurs en soient bénéficiaires.

Dans la présente étude, nous avons cherché à comprendre le rapport des ménages ruraux à l'argent dans le contexte actuel de l'économie en RDC. Tout particulièrement, nous nous sommes intéressés à la situation des ménages ruraux dans la Province Orientale à travers le questionnaire ci-dessous :

### **0.1.1. Question principale**

Comment les ménages ruraux s'organisent-ils pour gérer et utiliser leurs revenus ?

### **0.1.2. Questions secondaires**

Quelles sont les différentes caractéristiques des ménages ruraux dans la Province orientale ?

Comment les ménages ruraux procèdent-ils à la redistribution et à l'affection de leurs revenus ?

En quoi la perception générale sur l'utilisation d'argent dans les milieux urbains diffère – t – elle de la réalité du terrain en Province orientale ?

## **0.2. Hypothèses**

La redistribution et la circulation des revenus, des aides, des pensions, des patrimoines et des héritages ne sont pas gouvernés par le libre jeu des intérêts, mais par des normes bien définies. En effet, les ménages ruraux s'organisent à travers une approche ascendante et de solidarité mécanique pour gérer et utiliser leurs revenus. L'approche ascendante est liée aux concertations de proximité et la solidarité mécanique au compromis communautaire (consentement collectif).

Visiblement, il paraît important de constater que les caractéristiques d'organisation des ménages ruraux ne sont pas à rechercher dans les théories de la nature rationnelle de la monnaie, mais plus vraisemblablement dans l'analyse des manières dont les acteurs apprécient, soupèsent et justifient les usages qu'ils font de l'argent, leur conformité à la nature de leurs relations intimes et les frontières qu'ils établissent entre le monde marchand et celui de la famille, et leurs rapports sociaux, voire la perception qu'ils ont du développement. Donc, notre hypothèse de base note que les ménages ruraux, si bien que la capacité d'épargne soit faible, utilisent leurs revenus selon leurs besoins fondamentaux ou prioritaires, et ce collectivement.

Les ménages ruraux en Province présentent deux caractéristiques essentielles au regard de leurs conditions socio-économiques. Il s'agit des ménages ruraux riches qui offrent emploi et assistance aux pauvres et des ménages ruraux pauvres qui dépendent du travail des riches. Pour tous les deux cas, ils procèdent par des concertations intraménages pour décider de la redistribution ou de l'affectation des revenus issus de leurs activités.

Ainsi, ces revenus sont affectés, selon qu'il peut s'agir de leurs volumes, dans le partage, dans l'investissement agricole, dans l'approvisionnement alimentaire et dans l'assistance familiale.

Le citadin pense que le villageois utiliserait l'argent de manière aléatoire. Bien que basée essentiellement sur la consommation plutôt que sur l'investissement comme en ville, le villageois respecte les normes consensuelles et de priorité des besoins dans l'utilisation de son revenu.

## **0.3. Objectifs**

Nous nous sommes assignés deux types d'objectifs résumés comme suit :

### **0.3.1. Objectif général**

Identifier les systèmes d'organisation et de gestion des revenus de ménages ruraux dans leur diversité afin d'en évaluer la pertinence et la signification par rapport à la perception générale ou dominante de milieux urbains servant de référence dans les processus de la vie moderne.

### **0.3.2. Objectifs spécifiques**

- Connaître les différentes caractéristiques des ménages ruraux en matière d'économie rurale ;
- Comprendre les modes de redistribution et d'affectation des revenus au sein des familles /des ménages ruraux ;
- Comparer les résultats de recherche avec les perceptions générales des citoyens sur l'utilisation de l'argent par les ménages ruraux.







## *Premier Chapitre* **CADRE METHODOLOGIQUE**

Ce chapitre présente la méthode et les techniques utilisées pour la récolte des données sur terrain, le milieu d'étude et la méthode d'échantillonnage ainsi que les quelques difficultés rencontrées.

### **1.1. Méthode et techniques**

La méthodologie de l'étude était basée sur une approche sociologique et économique. Celle-ci consistait, pour les enquêteurs, à vivre avec les ménages ruraux, à l'instar des sociologues-anthropologues, pour s'enquérir des réalités du terrain et à faire une analyse socio-économique des expériences d'organisation et de gestion financière révélées par ces ménages allant de modes d'acquisition à ceux de redistribution et d'affection des revenus.

D'une manière détaillée, nous avons mobilisé les techniques de récolte de données ainsi que de leur traitement en vue de l'interprétation des résultats suivant les canons ci-après:

- L'observation participative en apprenant à vivre l'expérience de la réalité étudiée ;
- les entretiens semi-structurés basés sur nos thématiques de recherche grâce à un questionnaire élaboré pour cette fin ;
- la structuration des systèmes d'organisation familiale ;
- le nivellement (échelonnement) des structures ménagères et de l'établissement comparatif des coûts ;
- les visites guidées ;
- l'enregistrement audio et la prise des photos et notes de tous les détails possibles ;
- la lecture et la discussion entre chercheurs (enquêteurs) sur les observations dégagées ayant conduit à la compréhension des faits;
- la technique de focus-group organisée sur terrain en vue de recueillir des informations plus ou moins convergentes.

## **1.2. Milieu d'étude et échantillonnage**

L'étude était menée sur trois axes choisis en raison d'accessibilité et d'intensité d'activités économiques et de leur maîtrise grâce à une étude préalablement y menée sur l'exploitation artisanale de bois d'œuvre : a) axe Kisangani-Yangambi, b) axe Ubundu et c) axe Ituri. Voici les photos de tous ces axes routiers de recherche (Likwandjandja, JD., et al. , 2012) :

L'équipe de recherche était composée de deux enquêteurs, à savoir un sociologue, chercheur consultant TBI et une botaniste, stagiaire TBI, mis sous la direction générale de la Directrice de TBI.



Sur base de la méthode probabiliste, nous avons procédé à l'échantillonnage aléatoire non proportionnel. Par critère d'activité, nous avons choisi 10 ménages vendeurs de bois d'œuvre sur chacun des axes retenus.

Ainsi, pour prélever les unités d'analyse, le seul critère retenu était d'être chef de ménage de par son statut familial. A cet effet, sur chaque axe, 10 chefs des ménages étaient prélevés sur 5 villages différents en vertu de 2 par village. Les villages étaient retenus par tirage au sort sans remise, après être inscrits sur des bouts de papiers mis dans une boîte à tirage.

En tout, les enquêtes sur terrain avaient une durée de 45 jours en vertu de 15 jours par axe. Elles ont commencé le 16 juillet 2012 pour se terminer le 10 octobre de la même année.

Ci-dessous, sont présentées les différentes variables ayant fait l'objet de notre échantillonnage :

*Tableau 1 : Statut communautaire des enquêtés*

N°	Statut communautaire	Effectif	Pourcentage
1	Membre	19	63
2	Notable	6	20
3	Chef du village	5	17
<b>Total</b>		<b>30</b>	<b>100</b>

Ce tableau révèle que 63 % des chefs des ménages ruraux que nous avons enquêtés avaient le statut communautaire de membre contre 20 et 17 % respectivement de celui de notable et chef du village. Cela signifie que les informations recueillies reflètent réellement le type organisationnel et de gestion des revenus des communautés de base, parce que fournies par la majeure partie des enquêtés sans penchant socio-politique, susceptible de biaiser souvent les informations.

*Tableau 2 : Tribu des enquêtés*

N°	Tribu	Effectif	Pourcentage
1	Nkumu	13	43
2	Mlengola	4	13
3	Turumbu	8	27
4	Autre	5	17
<b>Total</b>		<b>30</b>	<b>100</b>

Ces résultats montrent que sur les axes routiers d'étude, notamment Kisangani-Ituri, Kisangani-Ubundu et Kisangani-Yangambi, les deux premiers sont habités en majorité par la tribu Nkumu (43 %) et relativement par la tribu Mlengola (13%) et autres (13 %), toutes les deux comme tribus originaires de ces axes. Sur l'axe Kisangani-Yangambi, on retrouve généralement la tribu Turumbu, placée de même sur son axe d'origine.

Tableau 3 : Sexe des enquêtés

N°	Sexe	Effectif	Pourcentage
1	Masculin	26	87
2	Féminin	4	13
<b>Total</b>		<b>30</b>	<b>100</b>

Il se dégage de ce tableau que 13 % des enquêtés constituent des ménages nono-parentaux sur tous les axes d'étude, soit dirigés par des femmes dont seulement une était célibataire divorcée et 3 autres des veuves, selon les données recueillies sur terrain.

Tableau 4 : Tranche d'âges des enquêtés

N°	Tranche d'âges	Effectif	Pourcentage
1	15-29	8	27
2	30-49	21	70
3	50-n	1	3
<b>Total</b>		<b>30</b>	<b>100</b>

Il y a lieu de comprendre à travers ce tableau que 70 % des enquêtés sur tous les axes d'étude étaient composés des chefs des ménages d'une tranche d'âges caractéristiquement jeunes, soit de 30 à 49 ans. Contrairement à ce à quoi on peut s'attendre dans le contexte purement rural, cela présage le fait que ces chefs des ménages, bien que physiquement amortis et déjà vieux, ne sont que pourtant jeunes en âges, mais dégradés et précipités à la vieillesse suite aux conditions de vie incompatibles avec les potentialités sur lesquelles ils sont assis. Ce qui signifie autrement que leur organisation demeure jusqu'à la preuve du contraire faible, pouvant difficilement générer le développement communautaire. Le seul enquêté le plus âgé sur tous les axes est une femme veuve, chef de ménage comme le démontre ce tableau 4.

Tableau 5 : Axes routiers des enquêtés

N°	Axes routiers	Effectif	Pourcentage
1	Ubundu	10	33.3
2	Ituri	10	33.3
3	Yangambi	10	33.3
<b>Total</b>		<b>30</b>	<b>100</b>

Le tableau 5 retrace la répartition du nombre égal d'enquêtés sur les axes d'étude tel qu'amplement démontré dans la partie méthodologique via les critères opérés.

### 1.3. Difficultés rencontrées

Durant toute la période de nos enquêtes sur terrain, tout s'était généralement bien passé. Cependant, quelques difficultés liées à la recherche n'ont pas manqué. Essentiellement, on peut noter : la réticence de certains enquêtés à répondre à nos questions pour des raisons leur étant propres, les préjugés par d'autres qui estimaient au départ que nous allions à leur rescousse en termes de renforcement des capacités financières. En fin, la disponibilité de quelques autres enquêtés qui n'était possible que dans la soirée, pour la plupart des cas. Grâce à un sens inventif et à une subtilité liée aux contextes du terrain, nous avons pu contourner toutes ces difficultés.







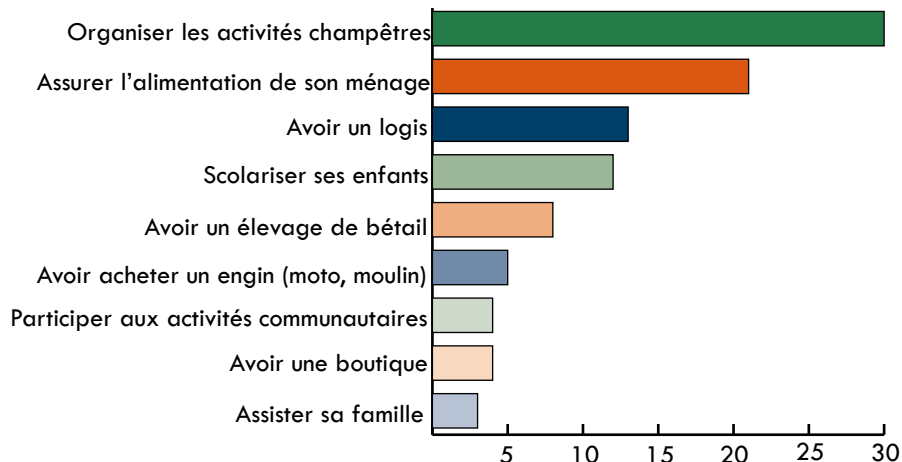
## Deuxième Chapitre

# PRESENTATION ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Les différents résultats obtenus et présentés dans ce chapitre font l'objet de différentes thématiques autour desquelles étaient articulées les questions de recherche. En somme, cinq thèmes sont retenus à ce niveau, à savoir : perception des riches (1), revenus des ménages (2), dépenses des ménages (3), épargne par les ménages (4) et perception du développement (5).

## 2.1. Perception de riche par les ménages ruraux

Fig. 1 : Indicateurs caractéristiques d'un riche.



Dans le contexte de tous les axes, les réponses à la présente question ont démontré qu'un riche est celui qui est en mesure de se prendre en charge (100 % des tous les ménages), y compris sa famille aussi bien restreinte qu'élargie.

De cette figure, il se dégage ainsi que l'organisation des travaux champêtres, la prise en charge du ménage, l'avoir d'un logis et la scolarisation des enfants sont autant d'indicateurs ayant la forte fréquence pour identifier un riche dans un milieu rural.



Plus un ménage est aisé, plus son revenu est important (Save the Children, 2009), si bien que le niveau de richesse d'un ménage à un autre varie selon les activités entreprises. Mais quels que soient les niveaux différents de richesse, le riche reste caractérisé par la culture quelque peu d'indépendance.

Par contre, selon 78 % des enquêtés (dont 64 % de la tranche d'âges de 30-49 ans et 24 % de 15-29 ans) – toujours à l'aide des mêmes données recueillies - un pauvre est entendu comme celui qui est incapable de se prendre en charge et qui dépend toujours de sa famille. Comme déclaré par un Chef de ménage femme (âgée

de 42 ans sur l'axe Kisangani-Yangambi), « mobola eza moto oyo aza goyigoyi mpe ayebi te nini asala mpo na bomoyi naye mpe ya ekolo naye » (en lingala). Soit en français, « le pauvre est un paresseux et considéré comme quelqu'un n'ayant aucune vision ni pour lui-même, ni pour ses enfants s'il est marié, ni pour la communauté ». Et généralement selon les données recueillies, il s'agit plus des célibataires. La plus âgée de tous les enquêtés (chef de ménage femme de plus de 50 ans sur l'axe Kisangani-Ubundu de la tribu Mkumu) nous a déclaré : « Mwenye ataki kuishi na mwamuke ni masikini, yakwamba ana gizi yakufanya » (en swahili), soit en français « un pauvre, c'est tout simplement un célibataire parce qu'il est un homme sans programme et sans vision ».

Pour le riche, les indicateurs 'organisation des travaux champêtres' (100 % des enquêtés), 'alimentation' (70 % de l'ensemble) et 'logis' (43 % de l'ensemble) ont été considérés comme clés selon leur perception. Par contre la dépendance quasi-totale a été évoquée comme indicateur caractéristique d'un pauvre.



Pour une étude sur « Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger », il a été démontré que les revenus des ménages pauvres et très pauvres proviennent de sources très différentes ; ce qui les rend très tributaires de facteurs externes sur lesquels ils ont peu de contrôle, comme le taux de salaire de la main-d'œuvre, la volonté des ménages plus aisés de prêter leurs animaux et le niveau de revenus provenant de la migration temporaire de travail et de l'artisanat (Save the Children, 2009). La question de dépendance du pauvre est bien démontrée par cette étude également. Cela approuve donc le résultat trouvé en Province Orientale.

Traitant par ailleurs de la lutte contre la pauvreté, une mise en forme théorique a été fournie par Abraam de Swaan [cité par (Pagès, 2001)]. D'après le schéma socio-historique développé par ce sociologue hollandais, les trois critères implicitement présents dans toute classification de la pauvreté sont l'incapacité, la proximité et la docilité. Le premier fait allusion à la difficulté de gagner sa vie par son propre labeur, alors que le deuxième et le dernier se réfèrent toujours à la dépendance.



## 2.2. Revenus des ménages

Tableau 6 : Vue générale des grand et petit montants selon les ménages ruraux

Grand montant (Seuil : 500 à 1000 \$ USD)	Petit montant (Seuil : 10 à 20 \$ USD)
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>
Tontine	Produits agricoles (suite récolte)
Produits agricoles (Première récolte)	Pouvoir coutumier
Ristourne	Vente journalière boutique
Vente de bois	Amendes (pouvoir coutumier)
Epargne	Travail journalier dans l'exploitation artisanale de bois d'œuvre

Selon ces données recueillies, un grand montant ou montant considérable est généralement identifié comme celui qui est susceptible de répondre à un certain nombre de besoins ménagers [89 % des enquêtés (dont 3% de la tranche d'âges de 50 ans et plus ; 53 % de 30-49 ans et 23 % de 15-29 ans)], notamment la scolarisation des enfants, les activités des champs, l'équipement en biens ménagers, l'alimentation, etc. Ces montants sont compris entre 500 et 1000 \$ USD et sont issus de la vente de pieds d'arbres, des champs réalisés grâce à la tontine, de l'élevage et de la ristourne, de la vente de bois et de l'épargne.

Cependant, selon 78 % des enquêtés (dont 65 % de 30-49 et 13 % de 15-29 ans), un petit montant, étant compris entre 10 et 20 \$ USD, est celui qui répond aux besoins quotidiens, le plus souvent, de l'alimentation. « Ile makuta niyakutu saidiya namna yakuwakulisha watoto kila siku nyumbani » (en swahili)<sup>1</sup>, soit en français « ce petit montant nous sert juste de l'alimentation quotidienne pour les enfants », nous a déclaré un chef de ménage sur l'axe Kisangani-Ihuri âgé de 47 ans. Ce petit montant provient de la vente des produits agricoles et divers (petit commerce, machine à fufu, etc.), des tâches journalières dans l'exploitation artisanale de bois d'œuvre, du pouvoir coutumier (pour les chefs des villages)

1 Donnée recueillie sur l'axe Kisangani-Ihuri le 3 septembre 2012

et de l'assistance familiale. Par ailleurs, 56 % de l'ensemble des enquêtés ont déclaré que la ristourne à court terme, dont la durée de jouissance pour chacun des membres/associés peut aller d'une semaine à un mois, constitue également une autre source pour les petits montants.

Les activités pour le grand montant sont souvent organisées une fois par an (68 % de l'ensemble des enquêtés dont 63 % de la tranche d'âges de 30-49 ans et 5 % de 15-29 ans). Il s'agit notamment des travaux des champs et d'élevage. Par contre ces activités sont organisées deux fois par an pour la ristourne (78 % dont tous les enquêtés).

La tranche d'âges de 30-49 ans semble plus engagée à celles-ci à cause du fait que, ces activités étant souvent les plus laborieuses et à moyen ou à long terme, les plus jeunes et plus vieux gens n'y sont pas du tout engagés. Mais aussi, il est à comprendre que le revenu provenant des travaux agricoles est beaucoup plus important pour la survie que tous les autres revenus en milieux ruraux.

Dans une des études en Chine sur les ménages par contre, il a été trouvé que le revenu provenant du secteur agricole stagne depuis le milieu des années 1990. Le revenu provenant du secteur non agricole y a connu une croissance régulière pour devenir la première source de revenu rural pendant la même période (Weiyong, 2008). En 2003, pour un revenu moyen par habitant rural de 2 622 yuans, la part des revenus non agricoles s'élevait à 54,4 % contre 45,6 % pour les revenus agricoles (culture, élevage, pêche et foresterie). On peut comprendre par là que la Chine a essayé de développer sa politique publique de petites et moyennes entreprises en vue d'y susciter un engagement massif plutôt qu'essentiellement dans les travaux agricoles. Car, plus les ménages se consacrent aux travaux agricoles, plus cela a beaucoup plus d'impact important sur la biodiversité avec tous ses corollaires sur le plan climatique.



## 2.3. Dépenses des ménages

Tableau 7 : Vue générale des dépenses selon le montant acquis

Affectation Grand mon- tant	% en- quêté	% to- tal	Affectation Petit mon- tant	% en- quêté	% total
Scolarisation des enfants	64/	100	Alimenta- tion quoti- dienne	86/	100
Equipement en biens mé- nagers	58/	100	Soins de santé	84/	100
Partage fa- miliaal	57/	100	Assistance familiale	78/	100
Achat/Inves- tissement	42/	100	Imprévus	67/	100
Achat moyen de Transport	25/	100			

Les données telles que présentées dans ce tableau démontrent que les dépenses s'effectuent en rapport avec les types de revenus acquis par les ménages ruraux. Pour les grands montants, on note la scolarisation des enfants, l'équipement en biens ménagers, le partage en famille, l'achat des semences, le transport, les achats pour l'investissement.

Par contre pour les petits montants, c'est l'alimentation, la santé et l'assistance familiale. Cela signifie que les grands montants servent à répondre aux besoins de grands investissements et que les petits pourtant interviennent pour la survie des ménages. Un enquêté, à même chef du ménage et chef du village Kisesa sur l'axe Kisangani-Ubundu a déclaré que « bila shamba na makazi dogo dogo, maisha ni nguvu sana. Na mngini bila maana »(en swahili), soit en français « Sans travaux champêtres, la vie reste intenable ici au village ».

Par ailleurs, les dépenses sont fonction du niveau de vie, selon que l'on est relativement riche ou pauvre. Sur l'ensemble de tous les enquêtés, il a été démontré que les ménages pauvres consacrent

le gros de leurs revenus généralement et principalement à l'alimentation (64 % des enquêtés).

Ce résultat est bien vérifié par une étude en Côte-D'Ivoire (Akakpo, et al., 2009) qui a montré que les ménages les plus pauvres consacrent une part plus importante de leurs dépenses à l'achat de la nourriture. Statistiquement, les dépenses alimentaires représentaient 53% des dépenses globales des ménages les plus pauvres contre entre 42 et 47% pour les ménages les plus nantis.

A ce sujet, un enquêté âgé de 39 ans sur l'axe Kisangani-Yangambi a déclaré que « Bila chakula akuna maisha ! » (En swahili), soit en français « Quand on manque à manger, on ne sait pas survivre ». Déjà là un danger guète les ménages ruraux dans la mesure où, plus leurs revenus sont essentiellement consacrés à la nourriture, moins ils sont préoccupés ni de leur propre développement ni de celui de leurs milieux. Il est important que dans la redistribution des richesses par l'Etat, cet aspect soit aussi pris en compte.

## 2.4. Épargne

Autant qu'il existe deux systèmes de crédit et d'épargne au Sénégal, à savoir formel et informel (MEFP, 1997), en RD Congo, la réalité reste la même. Le système formel concerne les banques et les autres institutions financières, les coopératives, les sociétés d'assurances. A ce niveau, l'accès au crédit est très difficile, car le système d'intermédiation financière est basé sur un cadre législatif et réglementaire qui protège l'épargnant et doit respecter certaines contraintes dues à la politique monétaire et du crédit édictée par les pouvoirs publics.

A côté du système formel il y a l'informel. Ce système regroupe les associations tontinières, les personnes physiques, les commerçants, les employeurs et les groupements développant des réseaux de solidarité.

Contrairement à la première catégorie, cet ensemble est régi par des règles souples et adaptées aux pouvoirs financiers de la clientèle. Dans ce système, une multitude de pratiques d'épargne et de crédit se développent.

Selon les résultats recueillis sur le terrain dans le cadre de notre étude, 82 % de l'ensemble des enquêtés ont avoué avoir déjà épargné pour être en mesure de faire des achats spéciaux des biens (téléviseur, moto, moulin à farine, etc.), de supporter du coup la majeure partie des frais scolaires des enfants, de constituer des montants pour les activités génératrices de revenus et de pourvoir aux besoins ou difficultés futurs (maladie, visite familiale, obsèques d'un des membres de famille, etc.).

Comme nous l'avons constaté sur tous les axes, il existe cinq méthodes d'épargne, à savoir :

- La tirelire communément appelée *matiké* (en dialecte Nkomo). C'est une caisse fabriquée à base d'un « entre-nœud » de bambou avec un petit orifice par où l'on glisse des billets et pièces d'argent jusqu'à ce que la caisse soit remplie;
- La ristourne communément appelée *likelemba* (en lingala ou swahili) qui est un système de cotisation collective d'une somme d'argent convenue permettant, de manière rotative, à chacun des cotisants de toucher à la fois la somme totale des parts cotisées à des échéances respectivement bien programmées ;
- L'emprunt à quelqu'un selon une échéance convenue ;
- L'épargne à travers une tierce personne de confiance ;
- La cache d'argent ou l'épargne sous le lit ou dans la valise.

Chacun de l'ensemble de tous les enquêtés a avoué avoir déjà adhéré à une organisation par l'une ou l'autre méthode d'épargne, voire plusieurs pour quelques-uns. A titre de preuve, un enquêté âgé de 48 ans du sexe masculin sur l'axe Kisangani-Yangambi a déclaré « Bongo soki obombi mbongo te, si nde okufi. Mpo mosungi azali te » (en lingala)<sup>2</sup>. Cela se traduit en français en « Si on n'épargne pas, on meurt pratiquement de faim, car que personne ne peut te venir en aide ». Toutefois, il y a lieu de signaler que cette culture d'épargne est tout à fait élémentaire et qu'il ne connaît le plus souvent qu'un cercle vicieux de flux financier. C'est-à-dire que généralement tout tourne toujours autour de l'alimentation plutôt que des investissements importants. C'est une organisation locale qui mérite d'être consolidée par des formations appropriées au

2 Donnée recueillie sur l'axe Kisangani-Yangambi le 29 septembre 2012.

profit de différents ménages.

## **2.5. Perception du développement**

Selon les données recueillies sur terrain, le développement individuel est l'amélioration de ses conditions de vie, le fait d'acquérir de nouveaux biens dans le ménage, d'entreprendre de nouvelles activités génératrices de revenus et d'augmenter la capacité dans les travaux champêtres.

Par ailleurs, le développement communautaire est le fait d'avoir des centres hospitaliers, des écoles, une antenne de téléphonie, des constructions des maisons en tôles et des marchés d'évacuation temporaires ou permanents des produits agricoles et divers.

Ainsi, les ruraux pensent atteindre ce développement communautaire en sollicitant l'intervention de l'État, et à travers les avantages découlant des activités d'exploitation artisanale de bois d'œuvre. Ils estiment que c'est à l'État de développer une bonne politique publique du développement rural pour leur permettre de jouir de leurs droits fondamentaux en tant que citoyens et d'accéder aux différents services sociaux de base. Pour leur propre développement familial, ils croient y parvenir en accroissant leur capacité des travaux champêtres et en réalisant la vente importante des pieds d'arbres qui rapportent de grands montants.







## **Troisième chapitre**

# **DISCUSSION GENERALE DES RESULTATS**

Il existe un décalage entre le savoir constitué à partir de références académiques et les propos d'une population qui n'y a généralement pas accès (Pagès, 2001). Pendant que le juriste s'attarde à interpréter des lois, l'historien se complait à saisir et comprendre les faits sociaux du passé contre le sociologue qui s'évertue à maîtriser ceux du présent, et l'économiste se questionne sur les mécanismes d'allocation des ressources et cherche à évaluer la redistribution des richesses. Il se remarque que *« de l'autre côté de ce travail scientifique, sur une autre rive, évolue une population qui suscite d'autres types d'interrogations »* (Dijon, et al., 1996). En somme, la perception des choses va différente selon que l'on est dans un cas ou dans un autre.

La notion de perception est purement et simplement celle de représentation sociale amplement développée par Guy Rocher dans le cadre de sa publication sur les représentations sociales abordées dans une triple dimension. En effet, cet auteur énonce que celles-ci ont d'abord *« engendré et continuent toujours d'engendrer des mentalités et des conduites individuelles et collectives variées*

et parfois antinomiques ». Deuxièmement, il dit que les éthiques et les pratiques inspirées des représentations sociales regorgent des conséquences qui se trouvent en contradiction flagrante avec les idées religieuses originelles, allusion faite aux représentations inspirées par des théodicées. Enfin, il aborde la question de perception dans un volet historique en signifiant que les représentations sociales doivent être analysées dans la complexité des autres facteurs agissant concurremment.

Certes, les ruraux et les citadins se retrouvent dans la première considération de cette réflexion de Guy Rocher, car antinomiques tant individuellement que collectivement.

Avant de s'intéresser aux phénomènes sociaux, aux expériences vécues et à certains modes d'adaptation des individus, il est important de mettre en évidence l'importance des disparités symboliques et des représentations collectives (Pagès, 2004). La manière dont sont notées les notions et pratiques d'épargne, de développement, d'économie, de richesse ou de pauvreté en milieux urbains, ou mieux en milieux scientifiques, paraît souvent différente de celle notée en milieux ruraux. Dans le cadre de cette étude, cette disparité a été enregistrée. Tout tournant autour de l'économie politique (économie rurale ou richesse sociale) dans le contexte du milieu rural, la présente discussion générale des résultats trouvés sur terrain, confrontés à certaines littératures qui existent, essayent de nous en dire plus.

En effet, l'économie politique pure est essentiellement la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre concurrence absolue. L'ensemble de toutes les choses, matérielles ou immatérielles, qui sont susceptibles d'avoir un prix parce qu'elles sont rares, c'est-à-dire à la fois utiles et limitées en quantité, forme la richesse (Pagès, 2004). Cela fait que l'économie politique pure soit aussi considérée comme étant la théorie de la richesse sociale.

Comme le précise Pagès, parmi les choses dont se compose la richesse sociale, il faut distinguer les capitaux ou biens durables, qui sont celles qui servent plus d'une fois, et les revenus, ou biens fongibles, qui sont celles qui ne servent qu'une seule fois. Sans se perdre dans des théories purement économiques, il y a lieu de comprendre par là que la notion de richesse appelle à celle d'économie politique et vice-versa.



De manière tout à fait large, la richesse consiste *dans la possession de choses utiles, de choses propres à satisfaire nos besoins*. On parle ainsi de richesse absolue, appréciable du seul point de vue moral. Dans un sens plus étroit, la richesse renvoie à la notion de *valeur échangeable*. Cette richesse relative concerne des choses qui font l'objet d'un commerce, et en ce sens, elle s'appelle avec raison, richesse sociale.

Selon Auguste Walras [cité par (Diemer, 2004)], cette double signification du mot richesse aurait généré des difficultés que les économistes ont encore du mal à surmonter. Se rangeant du côté de la tradition smithienne et de la science, Auguste Walras considère la valeur d'échange comme l'objet exclusif des recherches en matière d'économie politique.

En fait, le mot richesse exprime rien de plus qu'une relation entre une chose (ou un service) et certains besoins de l'homme (Gide, 2005). Les besoins de l'homme constituent le moteur de toute activité économique, car tout être, pour vivre, se développer et atteindre ses fins, a besoin d'emprunter au monde extérieur certains éléments, et quand ceux-ci font défaut il entre d'abord en souffrance et finalement il meurt. Tout besoin tant qu'il n'est pas satisfait engendre une excitation qui cherche son objet et qui, dès que celui-ci est trouvé, devient un désir.



Gide précise en disant que ce désir suscite à son tour l'effort nécessaire pour se procurer l'objet propre à le satisfaire. Parce que l'effort est toujours un peu pénible, l'homme fait tout pour avoir le maximum de satisfaction sous moindres peines ou efforts. Il se révèle donc que la notion de richesse, substantiellement liée à celle d'économie politique, n'est pas fondée sur la paresse. Car, la loi du moindre effort n'est pas la répugnance à l'effort, mais la sage économie de l'effort ; c'est-à-dire la meilleure utilisation du temps et du travail.

La meilleure utilisation n'est possible que dans la mesure où il existe bel et bien une correspondance entre une chose et un besoin. Cette correspondance doit être due à la nature qui peut être imposée par les usages sociaux, par la mode, par les croyances.

Selon les données recueillies sur terrain, être riche demeure une notion purement dépourvue de ses caractères essentiels, ceux d'économie politique. Les ruraux se limitent à considérer que disposer d'un logis, avoir un champ, scolariser les enfants, etc. constituent des caractéristiques essentielles de la richesse sociale, sans cependant correspondance de ces objets à leurs besoins ; car, ils sont toujours insatisfaits et plaignants. Bien sûr qu'ils travaillent pour cela, mais ce travail n'est pas pourtant régi par un certain nombre de principes pouvant favoriser un développement du milieu.

Le milieu rural offre des possibilités énormes de développement et d'une bonne économie politique contrairement à un milieu urbain qui est plus ou moins soumis à beaucoup de contraintes qui requièrent la mise en place des méthodes et astuces pour arriver à satisfaire ses besoins. La raison fondamentale est que « *la terre elle même est une richesse de premier ordre, puisque la terre elle même est mère nourricière et promesse du lendemain, elle est par conséquent synonyme d'indépendance* » (Wolwest, 2011).



Lorsque l'on possède une terre plus ou moins fertile, plus ou moins riche de matières premières et de ressources, plus ou moins riche politiquement, stratégiquement, l'on possède une richesse de premier ordre. Avoir de l'argent peut être une richesse de second ordre, cependant d'une subjectivité parfois complexe, car l'argent est soumis à des paramètres et des fluctuations des marchés mondiaux difficiles à prédire à 100% parfois. Cette richesse est de la bourse, de l'investissement, du placement et de tout ce qui est d'une richesse «virtuelle», que nous ne pouvons pas mettre dans une brouette.

En effet, «Être riche» désigne alors une position plus ou moins réelle et palpable. En principe, les ruraux sont mieux placés en position des richesses que les citadins. Mais en réalité, ils demeurent misérables et pauvres dans la pratique. Sous la trappe de la pauvreté, les mécanismes d'exclusion ne résultent pas seulement d'une paraisse ou d'un affaiblissement des solidarités traditionnelles, ils sont surtout

l'une des conséquences de la crise économique et soci-politique sur les rapports humains. La gouvernance politique posant problème, l'État devient de plus en plus démissionnaire de ses responsabilités régaliennes au point que cette démission renforce l'incapacité des ruraux à se dépasser de leur état de vie misérable.

Même si les données du terrain ont montré qu'un pauvre est tout celui qui est dépendant des autres, à un certain point de vue, il s'est dégagé paradoxalement que les riches et pauvres des milieux ruraux semblent fonder leur espoir d'émergence sur les citadins qu'ils considèrent pourtant riches. L'élément caractéristique de ce constat est le complexe d'incapacité des ruraux, qu'ils considèrent comme leur identité. Une sorte de résignation sur soi, une tendance à toujours se maintenir comme tels ; ce que Pierre Bourdieu appelle '**conatus social**'. « Esengeli bino boya kosunga biso mpo na tombwa na biso. Pamba te, biso moko tokokoka te »(en lingala, sur l'axe Kisangani-Yangambi), soit « Nous ne pouvons pas nous développer nous-mêmes. Vous devriez venir nous aider pour cela ». Cela relativise donc la notion de riche-pauvre selon que l'on est soit en campagne, soit en ville.

Les représentations se mesurent au rapport social à la pauvreté. Confrontées aux contextes économiques, sociaux et politiques, les approches historiques des fonctions sociales des États associent la pauvreté à la paresse ou à l'injustice (Paugam, 2005). La paresse renvoie la responsabilité au pauvre, et le pays développe peu de politiques sociales suite à cela. L'injustice interpelle la société : les pouvoirs publics sont contraints d'aider les pauvres et le pays doit lutter contre les inégalités.



En fait, les représentations sociales classent les pays selon trois types d'explications : le développement économique (1), la forme et l'intensité des liens sociaux (2), le système de protection et d'action sociale (3).

En République Démocratique du Congo (RD Congo), nous nous trouvons dans le deuxième type d'explication qui nous renvoie, à la lumière des approches de Paugam, à la pauvreté intégrée marquée

fortement par des inégalités élevées et la limitation des besoins. Pour cette raison, nos enquêtés estimaient que les revenus générés par l'exploitation artisanale de bois d'œuvre par exemple ne servent pas à grand-chose si ce n'est que généralement à l'alimentation. Cette vision limitée aux moyens de subsistance ne permet pas du tout aux ruraux de se développer et de développer leurs milieux si bien que l'on reconnaît une organisation communautaire de base.

En principe, le développement local devrait être question des relations multi-acteurs locaux considérant que chacun a un certain nombre de droits et obligations qui constituent en somme un pouvoir. Si l'on envisage le pouvoir comme une relation (Perroux, 1973), il apparaît alors comme un processus interactif se développant sur deux niveaux : au niveau institutionnel par les représentations du statut social de chaque agent comprises comme des repères dans la coordination, et au niveau organisationnel par sa dimension stratégique (Bernard, 2001).

Il est paradoxal que les ruraux possèdent la première richesse (la terre), des savoirs et pratiques traditionnels d'économie politique, mais demeurent si pauvres qu'ils estiment à tout prix que leur développement devrait presque exclusivement partir du gouvernement ou des citoyens. Il y a donc besoin de renforcement des capacités de ceux-ci tant en économie politique rurale qu'en citoyenneté.

Par ailleurs, il revient au gouvernement d'intégrer dans la politique publique les programmes du développement rural en prenant en compte les contextes locaux, base de toute planification ou tout projet de développement. Mais cela est aussi confronté à une double perception qu'on a toujours de l'État. Comme l'aborde bien un sociologue (Rocher, 2002), d'un côté, *« l'État est représenté comme étant lourd, encombrant, étouffant, aux mains d'une bureaucratie inefficace et productrice d'une réglementation tracassière et contre-productive »*. De l'autre, *« l'État est perçu comme le seul rempart contre l'arbitraire et l'égoïsme des possédants, le principal agent d'égalité et de justice sociale, le contrepoids nécessaire à tous les intérêts particularistes »*. Ce sont ces représentations contradictoires, explique-t-il, accompagnées et amplifiées par les crises économiques, qui ballottent l'État moderne d'aujourd'hui, toujours à la recherche de nouveaux modèles, comme ce fut le cas tout au long des deux derniers siècles. Cette deuxième perception vaut une bonne représentation sociale de l'État, alors favorable au développement rural durable que prône le présent rapport.



## CONCLUSION

En dépit des difficultés que l'on a rencontrées sur terrain, il y a lieu de signifier que notre recherche sur « le système d'organisation et de gestion socio-économique des ménages ruraux en République Démocratique du Congo : étude des cas dans la Province orientale » s'était bien déroulée. Les résultats obtenus, confrontés aux différentes littératures, ont confirmé nos hypothèses de départ.

En effet, il a été démontré sur base des données récoltées qu'en général, les ménages ruraux savent utiliser à leur degré, et ce grâce à leurs savoirs et pratiques traditionnels (expériences), leurs revenus quels qu'en soient la source ou le type d'activité exercée. Ils ont une organisation de base de laquelle devrait partir la politique publique de tout développement rural.

Par ailleurs, leur perception du développement et de la richesse étant tout à fait spécifique à eux, il est bien souhaitable de renforcer leurs capacités d'investissement en tenant absolument compte de leurs réalités du terrain.



## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Akakpo, K. et al., et. 2009. Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Côte d'Ivoire. Rome : Ministère de l'agriculture, 2009.
- Diemer, A. 2004. De la théorie de la richesse sociale à la théorie de la justice. Les apports d'Auguste Walras. Paris : GRESE, 2004.
- Dijon, X. et Van der Lindern P. Fontaine, B. 1996. La connaissance des pauvres. Louvain : Groupe universitaire Recherche et Pauvreté (Girep), Cardijn Publications, 1996. p. 239.
- Favreau, Louis et Levesque, Benoît. 1999. Développement économique communautaire : économie sociale et intervention. Québec : Presses Universitaires de Québec, 1999.
- Gagnon, Christianne. 1995. Développement local viable : approches, stratégies et défis pour les communautés. Coopératives et Développement. 1995, Vol. XXVI, 2.
- Gide, C. 2005. Principes d'économie politique. Québec : Une édition électronique réalisée à partir du texte de Charles GIDE, Librairie du Recueil Sirey (société anonyme), Paris, (1931), 2005. p. 682.
- Hochet, Anne - Marie. 1995. Développement rural et méthodes participatives en Afrique. Paris : L'Harmattan, 1995.
- Landry, Michelle. 2007. Disparités rurales - urbaines : l'organisation du territoire, encore le talon d'Achille de N.-B ? Québec : Saint Thoms University, 2007.
- Likwandjandja, J.D. ; Benneker, C. ; Assumani, D.M., (2012). Les modes de négociation entre exploitants artisanaux et communautés locales sur l'exploitation de bois d'oeuvre. Etude menée dans la ville de Kisangani et environs, Province Orientale, RDC. in le bois à l'ordre du jour. Exploitation artisanale de bois d'oeuvre en RD Congo : secteur d'espoir pour le développement des petites et moyennes entreprises. Tropenbos International RD Congo, Wageningen, Pays-Bas
- Journet, Nicolas. 2005. L'argent en famille. Terrain 2005.
- MEFP, DPS. 1997. Enquête senegalaise auprès des ménages. s.l. : Division de la Prévision et de la Statistique, 1997.
- OFAC. [En ligne] <http://www.observatoire-comifac.net>.
- Paugam, S. 2005. Les formes élémentaires de la pauvreté. Paris :

- PUF, 2005. p. 276.
- Rocher, G. 2002. Les représentations sociales : perspectives dialectiques. *Social Science Information*. 2002, Vol. 41, pp. 83-99.
- Save the Children, F. 2009. Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger. London : ECIM, 2009.
- Weiyong, Y. 2008. Comme le montre Claude Aubert 18, alors que le revenu provenant du secteur agricole. *Perspectives chinoises*, URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/930>, 2008.
- Wolwest. 2011. L'organisation en milieu rural. *Le Survivaliste*, sur <http://lesurvivaliste.blogspot.com/2011/01/lorganisation-du-milieu-rural.html>. 2011.



# ANNEXES

# GUIDE D'INTERVIEW

## Questions principales

- Quels sont les différents types de ménages ruraux notés sur le terrain ?
- Qui est riche, moyen et pauvre et pourquoi ? Quelles en sont les caractéristiques essentielles ? .....
- Qu'est-ce qu'un grand montant ou un montant considérable ? .....
- Quelles sont les différentes sources de revenus identifiées ? Quelles sont les sources régulières et irrégulières ? .....
- Comment l'argent est-il redistribué ? .....
- Comment l'argent est-il affecté aux différents types d'activités ?
- Qu'est-ce que le développement ? Comment y arriver et procéder ? .....
- Quelle conformité existe-t-elle entre le discours (local) sur l'utilisation de l'argent et le développement et les résultats de recherche ? .....

## Informations générales

- Date de l'entretien : .....
- Nom du village : .....
- Nom de la personne interviewée : .....
- Tribu :
- Lieu de naissance : .....
- Sexe : M / F
- Age :
- Etat civil : Célibataire / Marié(e) / Divorcé(e) / Veuf (ve)

## Statuquo du ménage

- Nom du chef de ménage : .....
- Depuis quand êtes-vous installé(s) ici au village ? .....
- Composition du ménage (nombre) : .....
- Femmes : .....
- Hommes : .....

Enfants :.....  
Personnes parentes :.....  
Inactifs (personnes plus âgées) :.....  
Quels sont les antécédents du ménage (pouvoir coutumier, pouvoir économique, pouvoir politique, pouvoir religieux, etc.) :.....

### **Typologie de ménages**

Il y a combien de foyers ici dans votre ménage ?...Ménage monocellulaire / Ménage pluricellulaire

Selon vous (identification des indicateurs : vélo, maison en tôle, scolarisation des enfants, investissement dans le petit commerce)  
:

Qui est riche ? .....

Et pourquoi ? .....

Qui est moyen ? .....

Et pourquoi ? .....

Qui est pauvre ? .....

Et pourquoi ? .....

### **Revenus**

Quelles sont vos 3 différentes sources de revenus .....

Quelles sont les activités que vous organisez intentionnellement pour avoir les grands montants .....

Les organisez-vous quand et comment ?.....

Qu'entendez-vous par un grand montant ou un montant considérable ? Expliquez .....

Du mois de juin de l'année passée au mois de juin courant, quels sont vos trois grands montants eus et combien les montants : ..

Quelles sont les différentes sources de ces grands montants ou montants considérables ?.....

Situez ces montants selon les temps ou les saisons.....

Comment avez-vous procédé à la redistribution (ou partage) des revenus acquis ? (selon les sources de différents types revenus) .....

Comment avez-vous procédé à l'affectation des revenus acquis ?

(selon les sources de différents types revenus) .....  
Quels sont vos types d'investissements communs et individuels ? .

### **Développement**

Quand entendez-vous par développement ? .....  
Pour vous ? .....  
Pour votre famille ? .....  
Pour votre communauté ? .....  
Comment pensez-vous arriver et procéder à ce développement ? .....

### **Priorité des besoins**

Quels sont selon vous (votre famille et votre communauté) la priorité des besoins quand vous avez des revenus (partagez les expériences vécues selon les indicateurs : approvisionnement alimentaire, école, centre de santé, investissement scolaire, investissement commercial) :.....  
Avez-vous d'autres choses à ajouter ? .....

Merci beaucoup

## MILIEUX DE RECHERCHE

N°	Axe Kisangani-Ubundu	Axe Kisangani-Ituri	Axe Kisangani-Yangambi
01	Babusoko	Batchepo (PK 37)	Yangilimo (PK 32)
02	Kisesa	Abagulu (PK 59)	Yaboya I (PK 42)
03	Bambunze	Bakadi (PK 70)	Yasekwe (PK 60)
04	Banekwa	Batchaboye (PK 97)	Yalolia I (PK 74)
05	Bamuyumbu	Mandjombo (104)	Bosuku I (PK 84)

Les ménages ruraux ont des savoirs et pratiques traditionnels qu'ils développent pour leur organisation communautaire de base et pour la gestion, l'affectation et la redistribution des revenus issus de différentes sources d'activités. Sur les axes Kisangani-Yangambi, Kisangani-Ubundu et Kisangani-Ituri, il s'est révélé à travers la présente étude que cette organisation de base est pourtant faible et les revenus sont généralement affectés à l'alimentation. Cela corrèle négativement leur développement local qu'ils estiment être la mission exclusive de l'Etat. Il est donc essentiel que la conception et l'élaboration des politiques publiques du développement rural prennent en compte les contextes locaux pour permettre aux ruraux de consolider leurs bases.

